



## DOSSIER



## Économie

## Les perspectives 2019 au Togo et en Afrique

Selon le rapport de la Banque africaine de développement (BAD), sur les perspectives économiques 2019 en Afrique, les performances économiques du continent continuent de s'améliorer. Le taux de croissance du produit ...

PAGES 6&amp;7

## ETRANGER



### 32ème Sommet de l'Union africaine

## L'autonomie de l'institution au cœur de la rencontre

Les ministres des Affaires étrangères du continent sont réunis depuis ce jeudi à Addis Abeba, en Ethiopie. Une réunion pour préparer la venue ...

PAGE 4

### Poursuite du programme des réparations

## Les régions Maritime et Plateaux servies par le Hcrrun du 11 au 16 février 2019

PAGE 10

### Réformes politiques au Togo

## Une configuration de la nouvelle Assemblée nationale qui rassure ?



PAGE 3



## Développement

# Le PND du Togo salué au Forum Business Afrique organisé par le CIAN à Paris

« Innovation, nouveaux modèles : le dynamisme des économies africaines ». C'est le thème du Forum Business Afrique organisé par le Conseil des investisseurs français en Afrique (CIAN) ce 8 février à Paris. Sur cette thématique, le Togo se révèle l'un des meilleurs innovateurs. Sur plusieurs aspects, le Plan national ...

PAGE 5

## DERNIERES HEURES

### Les régions Maritime et Plateaux servies par le Hcrrun du 11 au 16 février 2019

Le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun), poursuit le programme des réparations entamées depuis dans le cadre du processus de réconciliation nationale, notamment l'indemnisation des victimes non-vulnérables. Elle sera donc à partir de ce lundi 11 au samedi 16 février 2019 dans certaines localités des régions Maritime et Plateaux.

La Commission dirigée par dame Awa Nana Daboya ne se lasse pas du tout et continue par porter son bâton de pèlerin pour aller vers les populations dans le but d'aboutir ...

PAGE 3

### Lutte contre la corruption au Togo

## Bientôt de gros poissons dans les filets de la Haplucia ?

En fin de semaine dernière, la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Haplucia), a validé son plan stratégique 2019-2023 ...



PAGE 2

	<b>SOMMAIRE</b>	<p>Bénin <b>L'Etat refuse d'exécuter une ordonnance de la Cour africaine des droits de l'Homme</b></p>  <p>P 4</p>	<p>Joutes verbales francophones <b>2ème Journée, le choc des idées</b></p>  <p>P 9</p>	<p>Classement Fifa <b>Le Togo gagne une place</b></p>  <p>P 10</p>	<p>Télécoms <b>Le Togo et le Ghana contre les interférences des réseaux téléphoniques</b></p>  <p>P 11</p>
---	-----------------	---	--	---	---

## Lutte contre la corruption au Togo Bientôt de gros poissons dans les filets de la Haplucia ?

**En fin de semaine dernière, la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Haplucia), a validé son plan stratégique 2019-2023 basé sur trois axes : le renforcement institutionnel et opérationnel de la haute autorité, le développement des capacités d'intervention, la promotion de la coopération en matière de prévention et de lutte contre la corruption. En marge de cette rencontre, une annonce du président de la Haplucia, Essohana Wiyao, n'est pas tombée dans des oreilles de sourds. Dans son interview diffusée sur la télévision nationale, il affirme que certains dossiers célèbres seront bientôt transmis à la justice.**

Il y a quelques jours, dans le cadre d'une campagne nationale de sensibilisation sur la corruption et les infractions assimilées, le Haplucia a entamé une série d'ateliers dont un à l'endroit des journalistes des médias publics et privés. Au cours de la rencontre, les professionnels des médias ont soulevé plusieurs inquiétudes dont celle liée au manque de résultats dans la lutte engagée contre la corruption au Togo depuis

des années. L'ancêtre de la Haplucia, la Commission nationale de lutte contre la corruption n'a pas fait mieux. Mais l'installation en grande pompe de la Haplucia par les autorités togolaises a fait naître un certain espoir. Seulement, plusieurs mois après il n'y a rien à se mettre sous la dent, s'inquiètent les journalistes. Alors que certains scandales ont été révélés au grand jour avec des audits à l'appui. Qu'attend alors la



**Essohana Wiyao, président de la Haplucia**

Haplucia pour agir ? Le président de l'institution expliquait que la Haplucia était toujours dans une phase d'installation et de consolidation de son assise sur le territoire, mais aussi que ces dossiers sont en l'étude et que dans quelque temps la population togolaise en aura les échos. Des scandales financiers sur la table du juge dans

un futur proche

La Haplucia va « bientôt finaliser et transmettre à la justice, de célèbres dossiers comme ceux des CAN 2013, 2017 et de la route Lomé-Vogan-Anfoin », a annoncé le président de la Haute autorité. Ces cas sont très connus de la population, la presse en a largement parlé,

chacun y allant selon les informations dont il disposait. Une chose est sûre, c'est que de l'argent a effectivement disparu. Mais comment et par qui ? Ce sera le rôle de la justice de le déterminer. Se sentant interpellée, la Haplucia veut rassurer et donner des gages de crédibilité, d'indépendance et de sa volonté de révolutionner la lutte contre la corruption dans notre pays.

Mais que savons-nous à l'heure actuelle de ces dossiers ? D'abord celui portant sur la route Lomé-Vogan-Anfoin. On se rappelle que l'ex-ministre des infrastructures et des Transports, Ninsao Gnofam, face à l'arrêt subit des travaux et aux pressions du monde...

**Suite à la page 3**

### Guerin-kouka

#### Budget prévisionnel gestion 2019 adopté

Les délégués spéciaux de la préfecture de Dankpen se sont retrouvés du 31 décembre 2018 au 18 janvier 2019 dans les locaux de la trésorerie à Guérin-Kouka en session budgétaire afin de faire le bilan des activités menées en 2018 et poser par la même occasion, de nouveaux budgets à mener pour l'année 2019.

Au cours de ces assises, les élus locaux ont fait un rapport de toutes les actions menées en 2018, discuté avec les contribuables et les acteurs impliqués dans la mobilisation des recettes sur les stratégies et les voies à mettre en œuvre pour améliorer leurs actions sur le terrain. Du rapport relatif à la mobilisation des fonds pour l'année 2018, les objectifs ne sont pas atteints sur un budget prévisionnel de 75 975 000F; seule la somme de 54 772 069, a été recouvrée soit un déficit de 21 202 931 F. Au terme de leurs travaux le budget primitif gestion 2019 adopté, s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 75.506000F avec pour budget de fonctionnement la somme de 60 404 800F et l'investissement à 15 101 200 F. Le préfet de Dankpen, le chef d'Escadron, Gnakou Alowègnim, a félicité les délégués pour le travail abattu à l'issue duquel les résultats dégagés contribueront au développement durable de la localité conformément à la politique de décentralisation voulue par le chef de l'Etat.

### Dankpen

#### Des femmes activistes à l'école des techniques de communication

Vingt femmes activistes venues des douze cantons de la préfecture de Dankpen ont renforcé leurs capacités en techniques de communication sur la lutte contre les violences basées sur le genre au cours d'un atelier organisé à leur intention par l'ONG Alafia le vendredi 18 janvier à Guérin-Kouka. L'atelier s'inscrit dans le cadre du projet d'éradication des pratiques coutumières néfastes au veuvage dans la localité. Il a permis d'amener les participantes à s'approprier les techniques de communication sur la lutte contre les violences faites aux femmes en équité genre et le leadership pour les permettre de continuer activités de sensibilisation et de conscientisation des populations.

La directrice Exécutive de l'ONG Alafia, Mme Tatey Adzoavi Nyuito, et le chef canton de Guérin-Kouka, Tchare N'tissilé, ont saisi l'occasion pour appeler aux bénéficiaires à œuvrer aux côtés des partenaires qui les accompagnent dans le souci d'améliorer leur condition de vie.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Atipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

...à une réconciliation durable dans notre pays. Cette semaine marque un pas de plus dans cette nouvelle étape entamée il y a quelques semaines. Les victimes non-vulnérables des régions Maritime et Plateaux vont recevoir l'équipe de la Commission

pendant pratiquement une semaine. Un programme clair a été établi à cet effet.

Du 11 au 13 février 2019 à la mairie d'Aného pour les victimes non-vulnérables des préfectures des Lacs, Vo et Bas-mono. Du 14 au 16 février 2019 à la mairie de Kpalimé pour les victimes non-vulnérables des

préfectures d'Agou, Kloto, Kpélé et Danyi. Du 11 au 16 février 2019 aux affaires sociales d'Atakpamé pour les victimes non-vulnérables des préfectures de l'Ogou, Haho, Anié, Est-mono, Moyen-mono et de l'Akébou. Voilà qui devrait suffire pour satisfaire les besoins en indemnisation dans ces zones.

Comme à l'accoutumée, le Hcrrun demande aux victimes concernées de se munir soit d'un passeport, d'une carte nationale d'identité, soit d'un permis de conduire en cours de validité ou d'une carte d'électeur. La liste des victimes non-vulnérables concernées pour cette étape est disponible sur le site web du

Hcrrun ([www.hcrrun-tg.org](http://www.hcrrun-tg.org)) et affichée dans les bureaux des préfectures et des mairies concernées. L'institution prie les victimes dont les noms ne sont pas encore publiés de ne pas se rendre sur les lieux des indemnisations et apprécie leur patience à attendre leur tour.

**Edem Dadzie**

## Réformes politiques au Togo Une configuration de la nouvelle Assemblée nationale qui rassure ?

*L'histoire des réformes politiques au Togo est un « labyrinthe sans fin », se diront certains compatriotes. Ces fameuses modifications constitutionnelles finiront-elle un jour par intervenir dans notre pays ? Au cours des deux dernières mandatures au sein de l'Assemblée nationale togolaise, beaucoup d'initiatives guidées d'ailleurs par des apports de l'extérieur n'ont pas abouti. Les acteurs ont toujours buté sur certains détails. Alors que tous les bords politiques clamaient haut et fort leur bonne volonté, le blocage intervenait toujours au moment décisif. Mais aujourd'hui, face à une configuration de l'Assemblée nationale complètement différente, les Togolais pourront-ils espérer l'adoption de ces réformes sans grande difficulté et dans un délai assez raisonnable ?*

La nouvelle Assemblée nationale issue des élections législatives du 20 décembre 2018 est composée en majorité des députés du parti Union pour la République (Unir) au pouvoir avec 59 députés. On note une forte entrée des indépendants (18) et des partis jusque-là moins influents sur la scène politique comme le Nouvel engagement togolais (Net), le Parti démocratique panafricain (PDP), le Mouvement des

républicains centristes (MRC). Mais surtout le parti de l'opposant historique Gilchrist Olympio, l'Union des forces de changement (UFC) qui est d'ailleurs chef de file de l'opposition avec 7 députés.

Tous ces partis comparés à ceux qui étaient là avant semblent plus conciliants et ouverts à la discussion et au compromis. D'ailleurs lors de la constitution du bureau de la nouvelle Assemblée, l'on n'a pas connu véritablement

de difficultés, ni de mésententes, des déclarations tapageuses dans les médias comme par le passé. Les choses se sont déroulées dans le calme et la présidente du bureau a été élue à l'unanimité. Est-ce le signe que le vote de certaines lois importantes comme les réformes politiques pourra se faire aussi facilement ? Seul le temps nous permettra d'en juger.

Ce qui est perceptible en tout cas, c'est que



**Vu partielle des députés de la sixième législature**

les membres de cette mandature semblent mieux s'entendre, ne veulent pas donner de places à la politique politicienne ni à celle de la chaise vide. Plusieurs voix se sont déjà prononcées en son sein en faveur des réformes politiques. Gerry Taama, président du Net et du groupe parlement Net-PDP pense que ce doit être dans les délais les plus brefs.

Le Premier ministre Komi Selom Klassou lors de la Déclaration de politique générale du gouvernement qu'il dirige actuellement, a réaffirmé la volonté du chef de l'Etat de voir ces réformes se faire très rapidement. Espérons donc que la nouvelle configuration de la nouvelle Assemblée nationale fera bouger les lignes.

**Edem Dadzie**

## Lutte contre la corruption au Togo

**Suite de la page 2**

## Bientôt de gros poissons dans les filets de la Haplucia ?

...des médias, avait été invité par les députés pour s'expliquer sur l'utilisation qui avait été faite des fonds. Ce dernier avait déclaré : « le coût du projet est de 37 milliards, 26 milliards ont été débloqués et il reste 11 milliards à... débloquer ». Il avait ajouté : « des 26 milliards débloqués, l'entreprise a utilisé une partie pour s'équiper ». Finalement, l'entreprise en question Ceco BTP est tombée aujourd'hui en faillite et n'a pas pu terminer les

travaux. Il a fallu que le gouvernement trouve un nouveau financement, on se rappelle, avec l'implication personnelle du Premier ministre Komi Selom Klassou pour que le chantier reprenne. Mais les usagers de cette route souffrent toujours le martyr à ce jour.

En ce qui concerne les Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2013 et 2017, les rapports d'audits sont formels : il y a eu des malversations financières. Mais difficile à ce jour

d'établir clairement les responsabilités. Les noms qui sont cités ici et là, ne relèvent pour l'instant que de la pure supputation. On parle de plusieurs millions de FCFA qui auraient disparu, notamment 600 millions pour la CAN 2017. Les Togolais ont le droit de savoir ce que sont devenus ces fonds, puisque c'est de l'argent du contribuable. On se rappelle que des prélèvements ont été effectués sur des produits de première nécessité

comme les crédits de communication, le ciment... des levées de fonds ont été organisées avec succès.

C'est donc à juste titre que le Haplucia dans la droite ligne de sa mission passera bientôt à la vitesse supérieure en envoyant ces dossiers à la justice pour que les culpabilités soient clairement établies. Les Togolais attendent avec impatience cette action d'envergure. Inutile de dire que cela fera tache

d'huile dans notre pays. Le Togo a d'ailleurs intérêt à aller dans ce sens puisque l'indice de perception de la corruption (IPC) 2018, publié fin janvier par Transparency international, montre que le Togo a régressé de 12 points dans le classement mondial. Le pays s'est logé à la 129e place sur 180 avec un score de 30/100. En 2017, le Togo était classé à la 117e place avec un score de 32/100 (source : 24hInfo).

**Edem Dadzie**

**Bénin****L'Etat refuse d'exécuter une ordonnance de la Cour africaine des droits de l'Homme**

Alors que la Cour de répression des infractions économiques et terroristes (CRIET) avait condamné l'homme d'affaires béninois Sébastien Ajavon à 20 ans de prison avec délivrance d'un mandat d'arrêt international le 18 octobre 2018, la Cour africaine des droits de l'Homme avait ordonné à l'Etat béninois de suspendre le jugement et lui avait donné 15 jours pour lui dire comment il compte respecter et mettre en œuvre sa décision. Contre toute attente, c'est plutôt une « fin de non-exécution » que l'Etat béninois vient d'adresser à la Cour.

La nouvelle a été portée à la connaissance du public par le collectif des avocats de Sébastien Ajavon, jeudi 7 février dernier, en conférence de presse. Selon les conférenciers, l'Etat béninois à travers un courrier, a notifié à la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples, qu'il ne respectera pas sa décision. Cette position de l'Etat béninois est

considérée par le collectif des avocats de Sébastien Ajavon, comme une violation des engagements internationaux, salissant ainsi l'image du pays. Et pourtant, l'Etat béninois sait ce qui l'attend en cas de non-exécution d'une décision de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples.

En effet, usant de sa souveraineté et de ses prérogatives en matière

judiciaire, l'Etat béninois peut refuser d'appliquer une ordonnance de la Cour lorsque cette décision méconnaît des dispositions du droit interne.

Dans le cas où l'Etat refuse sans motifs clairs, la Cour peut donc saisir l'Union africaine qui procédera à des sanctions. En effet, la Conférence des chefs d'Etat de l'UA peut mettre « au banc des nations » le Bénin, décréter un embargo

**Sébastien Ajavon**

sur les appuis financiers dans le cadre de l'aide au développement que l'UA applique habituellement. Les relations diplomatiques seront aussi mises à mal. Poursuivi, en 2016, dans une affaire de cocaïne,

l'opposant à Patrice Talon avait été relaxé, au bénéfice du doute, puis la Criet a rouvert le dossier. Estimant ses droits bafoués sur toute la ligne, Sébastien Ajavon a saisi la Cour africaine.

**T.M.****32ème Sommet de l'Union africaine****L'autonomie de l'institution au cœur de la rencontre**

Les ministres des Affaires étrangères du continent sont réunis depuis ce jeudi à Addis Abeba, en Ethiopie. Une réunion pour préparer la venue des chefs d'Etat et de gouvernement, dimanche 10 et lundi 11 février. Ce 32e sommet de l'Union africaine va notamment se pencher sur la réforme de l'institution vieille de 55 ans. Car certains points ont été laissés de côté lors du sommet extraordinaire des 17 et 18 novembre derniers et notamment l'épineuse question du financement.

**Siège de l'UA**

L'objectif affiché est que l'Afrique finance elle-même les trois quarts des programmes de l'Union africaine. Et pour cela, les Etats se sont mis d'accord en juillet 2016 pour instaurer une taxe de 0,2% sur les importations de certains produits. Aux dernières nouvelles, 24 membres l'appliquent, moins de la moitié. D'après ses promoteurs, il s'agit de sécuriser le paiement des contributions des Etats. Ils n'auront plus à trouver des ressources budgétaires puisque le produit de la taxe leur permettra de payer. En cas de surplus, si la taxe rapporte davantage que la contribution, l'Etat le garde pour lui. Mais il y a encore

des réticences. Cela contreviendrait-il aux règles de l'Organisation mondiale du commerce ? Les Etats-Unis mettent la pression sur ce point. Certains Etats européens la mettent aussi, cette fois à propos des accords de partenariat Europe-Afrique en cours de renégociation, les « accords post-Cotonou » dans le jargon.

Lors de ce sommet, les Etats doivent aussi se mettre d'accord sur le nouveau barème des cotisations. Le but ? Que les « gros » payent moins. Que les « moyens » payent plus. Et les petits aussi, un peu, résume un acteur. Ce n'est pas gagné. Le chemin vers l'autonomie financière est encore long.

**Rfi.fr****Sénégal / Présidentielle 2019****Débouté par la Cour de justice de la Cedeao, Khalifa Sall rallie Idrissa Seck**

Avait-il vraiment le choix ? C'est la question que l'on est bien obligé de se poser quand on sait que plus tôt dans la journée, l'ancien maire de Dakar a vu ses demandes de mesures d'urgence pour participer au scrutin du 24 février rejetées par la Cour de justice de la Cedeao. Le choix de la raison, l'on peut dire, puisqu'au même moment, l'ancien président de la République Abdoulaye Wade dit « non » à toute offre de ralliement et fait feu de tout bois pour empêcher l'élection si son fils Karim n'est pas candidat.

Sa décision a été officialisée ce 8 février à travers un communiqué rendu public par ses collaborateurs. La décision rendue à Abuja le matin même par la Cour de justice de la Cedeao est le déclic qui a décidé Khalifa Sall à annoncer son ralliement quelques heures plus tard. Les magistrats l'ont en effet débouté des demandes de mesures provisoires formulées par ses avocats, qui visaient à suspendre et reporter le scrutin le temps que la juridiction communautaire statue sur sa requête. Plutôt qu'un ralliement, il s'agit d'une « alliance », d'un « partenariat » fondé sur un programme politique partagé par les deux hommes. Dans sa déclaration, Khalifa Sall évoque « un engagement commun de rupture et de refondation de la gouvernance ». Un engagement face à une « démocratie mise à mort ». Ce sont ses mots pour décrire le septennat du président Macky Sall, depuis toujours rendu responsable de son emprisonnement. Pour Babacar Thiouye

**Khalifa Sall et Idrissa Seck**

Bâ, mandataire et proche de Khalifa Sall, le point d'entente c'est la réforme des institutions sénégalaises : « De ce point de vue, il y a une convergence totale entre le candidat Idrissa Seck et Khalifa Aboubacar Sall. Les précédents que nous avons eus avec Idriss Seck nous confortent que les engagements pris dans le cadre de cette alliance seront respectés. Et pour nous il est important que les Sénégalais retiennent que pour défaire le régime de Macky Sall, il faut faire le vote utile, le vote pour Idrissa Seck. ». Maire de Dakar révoqué

par le pouvoir et incarcéré depuis mars 2017, député radié par ses pairs, candidat à la présidentielle invalidé par le Conseil constitutionnel, Khalifa Ababacar Sall a fait son choix. C'est par procuration qu'il participera à l'élection présidentielle du 24 février, en apportant son soutien à l'ancien Premier ministre Idrissa Seck, président du parti Rewmi et tête d'affiche de la coalition ldy 2019.

Avec ce ralliement, le président sortant aura du sang à se faire pour passer dès le premier tour le 24 février prochain.

**T.M.**

## Développement

## Le PND du Togo salué au Forum Business Afrique organisé par le CIAN à Paris

« Innovation, nouveaux modèles : le dynamisme des économies africaines ». C'est le thème du Forum Business Afrique organisé par le Conseil des investisseurs français en Afrique (CIAN) ce 8 février à Paris. Sur cette thématique, le Togo se révèle l'un des meilleurs innovateurs. Sur plusieurs aspects, le Plan national de développement 2018-2022 a été apprécié par les participants à cette assise des hommes d'affaires et investisseurs du continent africain, des membres du MEDEF et d'autres investisseurs. Au cœur de cette appréciation des participants, le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques, la stratégie en matière de promotion des énergies renouvelables, l'inclusion financière, ...

Un des moments forts de la rencontre a été la présentation du Baromètre de l'investissement, réalisé pour la première fois par le CIAN, \*basé essentiellement sur la perception que les opérateurs économiques ont de l'évolution des économies africaines et de leurs perspectives. Pour réussir à positionner le Togo dans cette rencontre

de haut niveau, une forte délégation du Togo constituée de membres de gouvernement et d'acteurs du secteur privé était au front. Entre autres, il y avait le nouveau Ministre du commerce Kodjo Adedze, accompagné de Sandra Johnson conseillère du Président de la République, de Germain Meba, Président de la Chambre de commerce du Togo et de Calixte Madjoulba,

Ambassadeur du Togo en France.

Le CIAN est une organisation patronale privée française qui rassemble les entreprises industrielles et de services, grands groupes ou PME-PMI, investies en Afrique. Ses sociétés membres génèrent ensemble près de 80% de l'activité économique française en Afrique. Grâce à un réseau influent et une



La délégation togolaise

expertise africaine reconnus, il leur apporte un soutien et des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leur développement sur un marché africain porteur mais complexe à appréhender. Depuis sa validation et son adoption en Conseil des ministres, le Plan national de développement 2018-2022 est le principal document de référence en matière de planification et d'actions

du gouvernement de la République Togolaise. Ce document stratégique a pour objectif de transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois et induisant l'amélioration du bien-être social. Pour sa mise en œuvre, il est nécessaire de mobiliser 4622,2 milliards FCFA (environ 8,3 milliards \$).

### « Perspectives économiques en Afrique »

## La crise politique ne favorise pas la croissance économique du Togo

Dans son rapport annuel sur les « Perspectives économiques en Afrique » rendu public en début de ce mois, la Banque africaine de développement (BAD) dresse un tableau reluisant de l'économie togolaise. Mais selon ce rapport, la crise politique a un impact négatif sur la croissance économique du pays.

Selon la BAD, l'impact négatif de la crise politique de 2017 et de l'ajustement budgétaire exigé par la réduction du ratio dette/PIB (de 82% en 2016 à un objectif de 70% en 2019) a limité la croissance du PIB réel du Togo à environ 4,7% en 2018.

Pour la Banque, la croissance du secteur primaire était estimée à 5,1% et a été tirée par l'agriculture (5,1%) et la pêche (6,2%). En ce qui concerne le secteur secondaire, la croissance a été plus modérée qu'en 2017 en raison de la performance moindre de l'industrie manufacturière.

La situation politique du pays a également de l'impact sur le secteur tertiaire. Elle freine la croissance de ce secteur estimée à 4,4% en 2018, contre 7,9% en 2017.

Quant à la demande, la BAD indique que la croissance économique a été tirée par la formation brute de capital fixe qui a contribué pour 3,8% à la croissance, et par la consommation finale. La demande extérieure plus forte s'est traduite par des exportations nettes négatives, ajoute l'institution. « Après avoir culminé à 9,6% du PIB en 2016, le déficit budgétaire a été ramené à 2,1% en 2017 pour remonter à un

taux estimé à 6,7% en 2018. L'inflation était négative en 2017 et est restée faible en 2018, estimée à 0,4% », relève le rapport.

La croissance du PIB réel du Togo devrait atteindre 5,0% en 2019 et 5,3% en 2020. Pour obtenir cette croissance, les autorités togolaises doivent résoudre la crise politique et rétablir les investissements publics et privés. L'inflation quant à elle devrait se maintenir à 1,2% en 2019 et à 2,0% en 2020. La reprise de l'activité économique et des dépenses d'investissement devrait permettre d'améliorer le déficit budgétaire pour s'établir à 1,6% du PIB en 2019. Le déficit de la balance courante quant à lui devrait aussi se réduire en passant d'environ 7,9% du PIB en 2018 à 6,8% en 2019 grâce à la vigueur des exportations (phosphates, clinker et coton), précise le rapport.

Togo acteur clé de l'intégration régionale Selon la BAD, « le Togo participe activement aux efforts d'intégration régionale et de facilitation des échanges en cours au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao)

et de la communauté des Etats sahélo-sahariens. » Le pays se conforme aussi aux directives économiques de l'Uemoa et de la Cedeao.

Depuis le 1er janvier 2015 par exemple, le Togo applique le tarif extérieur commun de l'Uemoa et de la Cedeao. Selon le rapport de la BAD, le pays affiche un indice d'intégration régionale élevé en matière de protection de l'environnement, des infrastructures régionales, la libre circulation des personnes et l'intégration financière et macroéconomique dans l'espace Cedeao.

Avec son Port autonome de Lomé, le Togo reste un acteur majeur en termes d'infrastructures et d'échange dans la sous-région. « Le port de Lomé est une infrastructure majeure pour le commerce régional, en particulier pour le transit vers les pays voisins enclavés, mais également pour certains pays côtiers : 40% des marchandises importées par ce port sont en transit ou destinées à être réexportées vers d'autres pays de la région. Les échanges intra-Uemoa ont représenté 52% des exportations togolaises en 2016 », conclut le rapport.

Félix Tagba

### Economie bleue

## Le groupe des ambassadeurs francophones va promouvoir l'installation du CMF à Lomé

Suite à la rencontre entre les autorités togolaises et les responsables du Cluster maritime français (CMF) à Lomé, des discussions avancent pour que Lomé abrite la représentation de l'Afrique francophone du CMF. Le Togo a le soutien du groupe des ambassadeurs francophones présidé par la France.



photo de famille des participants à la réunion

Le groupe des ambassadeurs francophones souhaite promouvoir l'installation à Lomé d'un cluster maritime de l'Afrique francophone, en partenariat avec le Cluster maritime français.

L'initiative vise à promouvoir dans l'espace le modèle francophone de gestion responsable de la mer et de l'action de l'Etat en mer. Le Togo a été retenu en raison de ses atouts maritimes. Le Port autonome de Lomé étant le principal port en eaux profondes de la région. Le pays a également un littoral longé par un axe côtier en pleine expansion pour les deux années à venir, mais il dispose aussi d'une interface qui relie le port au corridor vers l'arrière-pays.

En terme technique, Lomé est un hub de transbordement de conteneurs de la zone et dispose d'infrastructures modernes. Un port à sec encore à l'étude devrait voir le jour afin de fluidifier le trafic de conteneur.

Sur le plan sécuritaire, le Togo est un des seuls pays à assurer avec efficacité la surveillance de ses eaux territoriales. Le mouillage est bien contrôlé par la marine togolaise.

Le premier axe du Plan national de développement (PND) prévoit la mise en place d'un hub logistique d'excellence et le développement d'un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région.

T.M. et Republicoftogo

## Économie

# Les perspectives 2019 au Togo et en Afrique

Selon le rapport de la Banque africaine de développement (BAD), sur les perspectives économiques 2019 en Afrique, les performances économiques du continent continuent de s'améliorer. Le taux de croissance du produit intérieur brut étant estimé à 3,5 % en 2018, soit un taux comparable à celui de 2017 et en hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport aux 2,1 % enregistrés en 2016. La croissance économique africaine devrait s'accélérer dans les années à venir pour atteindre 4 % en 2019, et 4,1 % en 2020. Si elle est plus élevée que celle des autres pays émergents et en développement, il n'en demeure pas moins qu'elle reste insuffisante pour faire face aux défis structurels que constituent les déficits courants et budgétaires persistants et la vulnérabilité de la dette. Le défi est donc double: améliorer la trajectoire actuelle de la croissance et la rendre plus créatrice d'emplois. Les perspectives économiques en Afrique 2019 soulignent que la stabilisation macroéconomique et les résultats en matière d'emploi sont meilleurs lorsque l'industrie tire la croissance, ce qui suggère que l'industrialisation est un vecteur puissant de création rapide d'emplois. Dans ce dossier, TogoMatin vous fait découvrir les perspectives économiques 2019 du Togo.



L'agriculture, l'une des forces de l'économie togolaise

Selon le Conseil national du crédit (CNC), la croissance économique est estimée à 4,5 % pour 2017 contre 5 % en 2016. Projetée à 5 % pour 2018, elle pourrait atteindre 5,3 % en 2019, à condition que les précipitations restent favorables. L'agriculture demeure le fondement de l'économie togolaise, avec une contribution de 1,7 point de pourcentage à la croissance

en 2017. Entre 2018 et 2019, le secteur tertiaire devrait bénéficier de la capacité du port de Lomé étendue grâce à l'installation d'équipements modernes de transbordement. Une recrudescence des protestations politiques qui ralentissent l'activité économique depuis août 2017 pourrait entraîner une révision à la baisse de la croissance estimée pour 2017 et projetée pour 2018 et 2019.

## Performances macroéconomiques du Togo

L'impact négatif de la crise politique de 2017 et de l'ajustement budgétaire sévère exigé par la réduction

du ratio dette/PIB (de 82 % en 2016 à un objectif de 70 % en 2019) ont limité la croissance du PIB réel à environ 4,7



Sani Yaya, ministre de l'Economie

% en 2018. La croissance du secteur primaire était estimée à 5,1 %, tirée par l'agriculture (5,1 %) et la pêche (6,2 %). La croissance du secteur secondaire a été plus modérée qu'en 2017 en raison de la performance moindre de l'industrie manufacturière. La situation politique freine également la croissance du secteur tertiaire, estimée à 4,4 % en 2018, contre 7,9 % en 2017. Concernant la demande, la croissance économique a été tirée par la formation brute de capital fixe qui a contribué pour 3,8 % à la croissance, et par la consommation finale. La demande intérieure plus forte s'est traduite par des exportations nettes négatives. Après avoir culminé à 9,6 % du PIB en 2016, le déficit budgétaire a été ramené à 2,1 % en 2017 pour remonter à un taux estimé à

6,7 % en 2018. L'inflation était négative en 2017 et est restée faible en 2018, estimée à 0,4 %. La croissance du PIB réel devrait atteindre 5,0 % en 2019 et 5,3 % en 2020, dans l'hypothèse d'une résolution de la crise politique et d'un rétablissement des investissements publics et privés. L'inflation devrait se maintenir à 1,2 % en 2019 et à 2,0 % en 2020. Parallèlement à la reprise attendue de l'activité économique et des dépenses d'investissement, le déficit budgétaire devrait s'améliorer et s'établir à 1,6 % du PIB en 2019. Le déficit de la balance courante devrait également se réduire, passant d'environ 7,9 % du PIB en 2018 à 6,8 % en 2019, grâce à la vigueur des exportations (phosphates, clinker et coton). Source: perspectives économiques 2019 de la BAD

## Perspectives du Togo: facteurs positifs et négatifs

Les pouvoirs publics ont orienté leurs principales interventions vers les secteurs agricole et énergétique et les finances publiques. Dans le secteur agricole, les principales interventions consistent à

développer des agropoles et à mettre en place un Mécanisme incitatif de financement agricole. Dans le secteur de l'énergie, les autorités ont finalisé la stratégie d'accès universel à l'énergie d'ici à 2025. Enfin, en matière

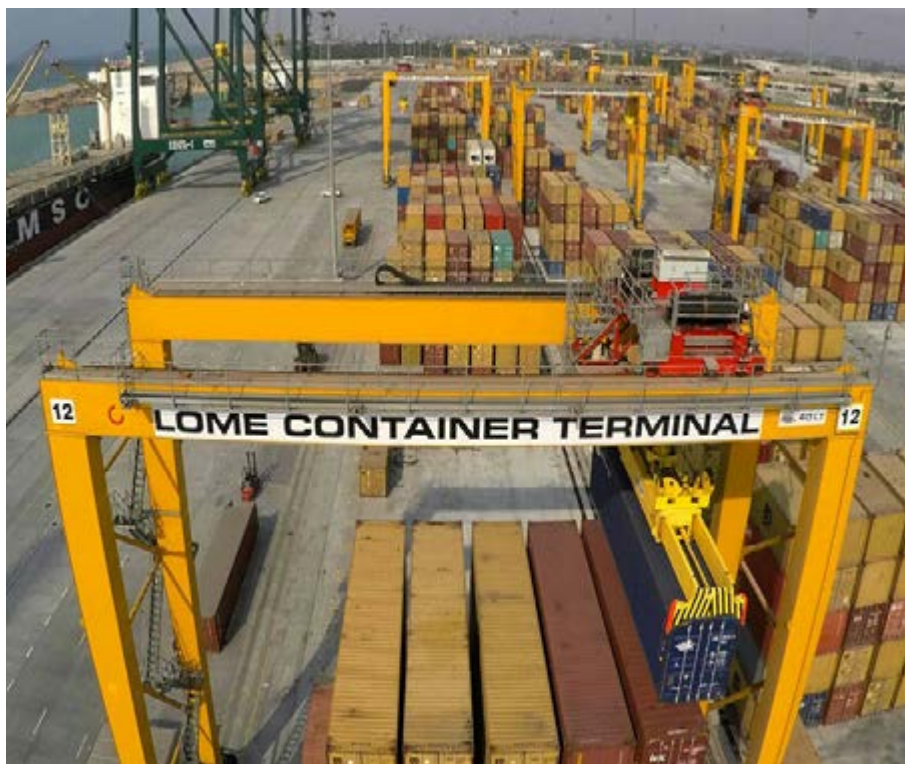
de finances publiques, les autorités ont continué de mobiliser les recettes : elles ont renforcé les autorités fiscales, supprimé certaines exonérations fiscales et rationalisé les processus de passation des marchés. Un nouveau Plan national de développement pour 2018-2022 a été adopté en août 2018.

Le Togo participe activement aux efforts d'intégration régionale et de facilitation des échanges en cours au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et de la Communauté des États sahélo-sahariens. Le pays applique le tarif extérieur commun de l'Uemoa et de la Cedeao depuis le 1er janvier 2015. Au sein de la Cedeao,

le Togo affiche un indice d'intégration régionale élevé en matière de protection de l'environnement, d'infrastructures régionales, de libre circulation des personnes et d'intégration financière et macroéconomique. Le port de Lomé est une infrastructure majeure pour le commerce régional, en particulier pour le transit vers les pays voisins enclavés, mais également pour certains pays côtiers: 40 % des marchandises importées par ce port sont en transit ou destinées à être réexportées vers d'autres pays de la région. Les échanges intra-Uemoa ont représenté 52 % des exportations togolaises en 2016.

**Source: perspectives économiques 2019 de la BAD**

## Caractéristiques de l'économie togolaise



Vue sur le port de Lomé

L'économie togolaise repose sur trois piliers: l'agriculture vivrière et d'exportation (café, cacao et surtout coton), qui bénéficie d'un climat relativement favorable, en particulier dans le sud du pays, les phosphates et le commerce régional. En effet, la configuration géographique du Togo est en fait une voie de communication naturelle entre l'océan et les pays du Sahel (Burkina Faso, Niger et Mali) et bien que son ouverture sur la mer soit limitée, la présence d'un port en eau profonde, le port autonome

de Lomé, lui permet de jouer un rôle de transit important dans la sous-région. Cette fonction s'est doublée d'une vocation commerciale. Les opérateurs économiques nationaux se distinguent par un sens poussé du commerce et le pays ne manque pas de cadres qualifiés.

Toutefois, l'économie présente une certaine vulnérabilité, liée à une base d'exportations très étroite et à une dépendance manifeste à l'égard des apports financiers extérieurs importants. Deux produits le coton et les

phosphates représentent environ les deux tiers des exportations, ce qui rend les résultats économiques exposés aux fluctuations des marchés internationaux. Grâce à la mise en œuvre d'une politique d'ajustement structurel rigoureuse, le pays rétablit progressivement les grands équilibres macro-économiques et poursuit la libéralisation de l'économie. La place de l'Etat dans le secteur productif a été réduite, les monopoles dissous, les prix et le commerce libéralisés.

En outre, des efforts sont entrepris pour diversifier les bases de l'économie afin de moins dépendre de deux produits de rente, développer l'industrie et attirer des investisseurs étrangers, en particulier avec la création d'une zone franche de transformation pour l'exportation et réactiver la fonction de transit du pays en redynamisant le port du Lomé. Favorisé par sa situation de pays côtier, le Togo a développé un système de transport assez diversifié

(routier, maritime, ferroviaire et aérien). Les transports, qui ont une double vocation de desserte intérieure et de transit international, représentent environ 6 % du PIB. La priorité actuelle du gouvernement est de renforcer le rôle de plaque tournante du pays et d'améliorer la compétitivité de l'économie en développant un système de transport efficace. Les actions de restructuration du secteur engagées sont principalement centrées sur les transports maritime et routier. L'accent est mis sur l'entretien routier courant et périodique et sur sa privatisation. S'agissant des transports maritimes, la stratégie vise à adapter le secteur aux évolutions mondiales, dans un contexte de dérégulation, à améliorer l'efficacité des opérations portuaires, à réduire les coûts du fret maritime et à libéraliser les activités en permettant aux nationaux d'avoir leur place sur le marché.

**Source: mcatogo.org**

## Le port de Lomé, plus qu'un poumon

Le port autonome de Lomé (Pal) jouit d'atouts nautiques de premier choix et sa position géographique le situe au milieu du range Dakar-Luanda. Il dispose de 2 môles, de 6 postes à quai de 9 à 11,50 m de tirant d'eau, de 50 000 m<sup>2</sup> de magasins couverts (dont 2 hangars pour le Burkina et de 2 magasins pour le Mali et le Niger) et de 202 000 m<sup>2</sup> de terre-pleins, dont un parc à conteneurs de 90 000 m<sup>2</sup>. Il a également un appontement pétrolier pour le vrac liquide et un poste de pêche. Ses capacités résiduelles sont grandes car les taux d'occupation des quais et des aires de stockage restent en deçà des capacités. La sécurité y est excellente. L'essentiel

du trafic, qui est d'environ 1,5 million de tonnes, est composé de marchandises importées. Le trafic transit vers les pays de la sous-région représente plus de 20 % du trafic total. Le Pal a investi dans la modernisation de ses équipements et s'est doté d'une politique commerciale dynamique pour améliorer ses prestations et développer sa clientèle, en lançant notamment l' "Opération solidarité sur la mer" (escorte des camions par des policiers, des gendarmes et des douaniers jusqu'à la frontière pour assurer sécurité et rapidité). L'objectif est de positionner le Pal comme port d'éclatement pour la région.

**Réalisé par Attipoe Edem Kodjo**



## AVIS DE RECRUTEMENT

La société Print Factory pour assurer un meilleur développement de ses activités et répondre efficacement aux attentes de ses clients recrute un community manager et une assistante de direction pour le renforcement de son équipe.

### **1- Community manager**

Vous serez chargé du pôle communication et de la gestion des contenus sur les réseaux sociaux.

#### **Missions**

- Déclencher les émotions grâce à la création des contenus percutants.
- Rédaction et publication des tweets
- Développer les relations avec les internautes
- Assurer la fidélisation des internautes
- Créer et animer une communauté
- Faire un suivi régulier des statistiques
- Veille informationnelle et concurrentielle
- Suivi et gestion des campagnes publicitaires

#### **Profil**

Ce poste est destiné aux titulaires d'un BAC +2 / 5 en communication et community management. Il s'avère primordial d'avoir un sens d'écoute et d'empathie afin de fédérer les internautes autour des valeurs de l'entreprise. Justifié d'une expérience d'au moins 1an dans le domaine.

#### **Aptitudes**

- Avoir le sens de l'organisation
- Travailler en équipe
- Maitriser le pack office
- Maitriser les logiciels graphiques (Photoshop, Adobe Illustrator, design)
- Avoir des notions en photographie
- Etre créatif

#### **Dossiers de candidature**

- Une lettre de motivation adressée à la direction
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé
- Les dossiers peuvent être envoyés par mail sur l'adresse [infos2prints@gmail.com](mailto:infos2prints@gmail.com)

ou au secrétariat de ladite société au 32 rue tavié, 3ktk Avenue Augustino de souza dans le von de l'ancien bar réservoir en face de l'hôtel de la paix.

Contact : 22 22 94 51

Les candidatures féminines sont encouragées.

#### **Date limite du dépôt des dossiers**

Offre valable jusqu'au 14 février

### **2- Assistant (e) de Direction**

Rattaché à la direction, vous serez chargé de la gestion administrative et de la comptabilité de la société.

#### **Missions**

- Gestion de l'agenda du Directeur Général
- Tenue de la caisse
- Accueillir et informer les clients
- Assurer le standard téléphonique
- Rédaction des courriers
- Gestion logistique
- Élaborer les dossiers d'appels d'offres
- Assurer la transmission de l'information au sein de l'équipe

#### **Profil**

Vous devez être titulaire d'un Bac +2 / 5 en management, assistant(e) de direction, communication ou tout autre diplôme équivalent. Justifié d'une expérience d'au moins 2ans dans le domaine.

#### **Aptitudes**

- Qualités rédactionnelles
- Bonne maitrise du pack office
- Excellentes capacités de synthèses
- Sens de l'organisation
- Rigoureux et être ponctuel

#### **Dossiers de candidature**

- Une lettre de motivation adressée à la direction
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé
- Les dossiers peuvent être envoyés par mail sur l'adresse [info2prints@gmail.com](mailto:info2prints@gmail.com)

ou au secrétariat de ladite société au 32 rue tavié, 3ktk Avenue Augustino de souza dans le von de l'ancien bar réservoir en face de l'hôtel de la paix.

**Les candidatures féminines sont encouragées.**

Seul les candidats sélectionnés seront contactés

#### **Date limite du dépôt des dossiers**

Offre valable jusqu'au 14 Février



## ACCES 2019

## Accra abritera la conférence musicale panafricaine

La 3ème édition de la conférence musicale panafricaine dénommée ACCES (Music in Africa Conference for Collaborations, Exchange and Showcases) est prévue en novembre prochain à Accra, la capitale ghanéenne. D'ores et déjà, les artistes désireux de participer à cette conférence sont conviés à postuler.

Évènement itinérant, Accra succède ainsi à Dakar en 2017 et Nairobi en 2018. Pour cette édition, ACCES prévoit un programme de showcases à Accra. Au menu, des ateliers de formation, des tables rondes, des showcases, des concerts live, des séances de networking, des expositions et des visites de lieux clés de l'industrie musicale, seront organisés pour les artistes venus de plus de 50 pays qui sont attendus cette année.

Le choix de la ville n'est pas anodin. Selon le comité d'organisation, Accra est l'un des principaux hubs musicaux d'Afrique. «

Nous sommes impatients de faire découvrir aux participants d'Afrique et du monde entier, la richesse musicale de cette ville et du Ghana tout entier », a-t-il ajouté. La présente édition connaîtra de nouvelles innovations, notamment la collaboration sera accentuée à cet effet. « ACCES 2019 offrira également aux artistes, start-up et prestataires de services du Ghana et d'Afrique de l'Ouest, la plateforme idéale pour exposer leur savoir-faire. Cette année, nous affinerons davantage notre programme ; nous voulons voir de plus en plus d'exemples de success-

stories émerger à chaque nouvelle conférence ACCES et nous croyons qu'une des meilleures façons d'y parvenir est la collaboration », a précisé Eddie Hatitye, le directeur de la Fondation Music In Africa.

Cet évènement musical dont la Fondation Music In Africa est l'organisatrice veut faire de l'Afrique un tournant incontournable de la musique. « Nous cherchons à établir une programmation diversifiée, composée de genres différents pour impressionner un public international. Comme l'an dernier, nous emploierons un comité de sélection



Eddie Hatitye

bien avisé, composé des principaux acteurs de l'industrie du continent, pour sélectionner les artistes qui se produiront à ACCES en novembre », a déclaré Eddie Hatitye.

Prévu du 14, 15 et 16 novembre 2019, ACCES est

un évènement panafricain destiné aux acteurs de l'industrie musicale afin d'échanger des idées, découvrir de nouveaux talents et développer de nouvelles collaborations.

Nadia Edodji

## Joutes verbales francophones

## 2ème Journée, le choc des idées

La 2ème Journée des Joutes verbales francophone s'est tenue, le 8 février dernier, au lieu par excellence, Institut français du Togo. Au cours de cette journée, l'IAEC, l'ISICA et la FSHS sont les écoles qui ont remporté leur différent match.

Le rendez-vous est pris sur 18h GMT, mais les différents matchs entre les équipes venues des Universités publique et privée ne démarrent qu'au-delà de 19h. Le public constitué massivement des jeunes étudiants attend les joueurs venus des écoles et facultés universitaires à l'instar de Isica, IAEC, Isica (Université de Lomé), ESGIS, Faseg (UL) et FSHS (UL).

De l'art oratoire, du débat contradictoire, comment convaincre le camp adverse ou encore le public avisé que

« l'égalité serait un chaos », que « le développement nous éloigne de l'égalité des chances » ou mieux que « le changement climatique est un complot contre l'Afrique » ?

Ces thèmes précités ont, en effet, opposés les différentes équipes de joueurs entre elles. Il faut convaincre mais pas que, il faut pouvoir trouver des failles dans les arguments de l'adversaire et montrer à suffisance que ces idées sont saugrenues. A l'affiche donc, trois matchs qui opposaient l'ISDI et l'IAEC ; l'ISICA (Université

de Lomé) et l'ESGIS, la Faseg (UL) et FSHS (UL) et la Faseg et la FSHS qui ont défendu respectivement les assertions suivantes « l'égalité serait un chaos », « le développement nous éloigne de l'égalité des chances » et « le changement climatique est un complot contre l'Afrique ».

A l'issue de cette 2ème journée de la phase éliminatoire, les joueurs venus de l'IAEC, de l'ISICA et de la FSHS ont su tirer leur épingle du jeu, et à être les heureux débatteurs devant



Un des joueurs

respectivement les équipes de ISDI, de l'ESGIS et de la Faseg.

La rencontre de la 3ème Journée est prévue le 16 février à l'Institut français du Togo. Au programme, trois matchs, qui opposeront GLOBAL SUCCESS et ISICA ; FDS et

FSHS et ISDI et Isages qui débattront respectivement des thèmes « La religion a tué l'amour », « L'accès universel à l'eau aujourd'hui garantit sa pénurie demain » et enfin « La dot est fardeau à supprimer ».

N.E.

## Lire

« À la recherche du temps perdu Tome XI » de Marcel Proust. Ed Beq, Pp 6-8

« ...Dès le matin, la tête encore tournée contre le mur, et avant d'avoir vu, au-dessus des grands rideaux de la fenêtre, de quelle nuance était la raie du jour, je savais déjà le temps qu'il faisait. Les premiers bruits de la rue me l'avaient appris, selon

qu'ils me parvenaient amortis et déviés par l'humidité ou vibrants comme des flèches dans l'aire résonnante et vide d'un matin spacieux, glacial et pur ; dès le roulement du premier tramway, j'avais entendu s'il était morfondu dans la pluie ou en partance pour l'azur. Et, peut-être, ces bruits avaient-ils été devancés eux-mêmes par quelque émanation plus rapide et plus pénétrante qui, glissée au travers de mon

sommeil, y répandait une tristesse annonciatrice de la neige, ou y faisait entonner, à certain petit personnage intermittent, de si nombreux cantiques à la gloire du soleil que ceux-ci finissaient par amener pour moi, qui encore endormi commençais à sourire, et dont les paupières closes se préparaient à être éblouies, un étourdissant réveil en musique. Ce fut, du reste, surtout de ma chambre que je perçus

la vie extérieure pendant cette période. Je sais que Bloch raconta que, quand il venait me voir le soir, il entendait comme le bruit d'une conversation ; comme ma mère était à Combray et qu'il ne trouvait jamais personne dans ma chambre, il conclut que je parlais tout seul. Quand, beaucoup plus tard, il apprit qu'Albertine habitait alors avec moi, comprenant que je l'avais cachée à tout le monde, il déclara qu'il voyait enfin la raison pour

laquelle, à cette époque de ma vie, je ne voulais jamais sortir. Il se trompa. Il était d'ailleurs fort excusable, car la réalité même, si elle est nécessaire, n'est pas complètement prévisible. Ceux qui apprennent sur la vie d'un autre quelque détail exact en tirent aussitôt des conséquences qui ne le sont pas et voient dans le fait nouvellement découvert l'explication de choses qui précisément n'ont aucun rapport avec lui... »

## Contrat

# Le coach togolais Didier Amégan signe au Liban

**Sélectionneur adjoint des Éperviers de moins de 17 ans, Didier Amégan est au Liban depuis quelques jours. L'ex-entraîneur de Gbohloé-su des Lacs (Aneho), a en charge, un centre de formation dénommé Terphelsay.**

Titulaire d'une licence B, Didier Amégan a paraphé un contrat de 3 ans et s'occupera des jeunes des catégories U15 et U20. Le technicien togolais après des expériences acquises avec le Camerounais Omam Biyik puis de l'Allemand Christoph Ebner à Gomido de Kpalimé et travaillé au sein de la direction technique nationale

au Togo entre autres, a choisi un nouveau défi. Ancien formateur et éducateur au centre de formation Swallows, Didier Amégan ne cache pas ses ambitions. «Je veux aller de l'avant mais en gravissant les échelons sans me presser.

Les responsables de ce centre de formation ont un bon projet et je



Didier Amégan

n'ai pas hésité lorsqu'ils m'ont fait appel », a-t-il déclaré. Avant de choisir

le métier d'entraîneur, Didier Amégan fut joueur. Il a notamment porté

les couleurs d'Asfosa, d'Agaza de l'Etoile Filante de Lomé, d'Asko de Kara, club avec lequel il a été champion du Togo en 1996 (Le club de Kara avait marqué les esprits à l'époque en n'enregistrant aucune défaite).

Il a aussi porté les couleurs de Modèle de Lomé, dont il a été le capitaine pendant plusieurs saisons, sans oublier un passage en Tunisie dans le club Ariana de deuxième division.

**Attipoe Edem Kodjo**

## Classement Fifa

# Le Togo gagne une place

**La Fédération internationale football association (Fifa), a publié le jeudi 07 février 2019, le classement des nations de football sur le plan mondial et continental. Lequel ne présente pas de changements remarquables aux premières places mais une régression pour les pays africains. Le Togo, gagne une place dans ce nouveau classement. Les éperviers se classent 122ème mondial et occupe la 32ème place en Afrique tandis que son prochain adversaire comptant pour les éliminatoires 2019, le Bénin, est classé 94ème mondial et 20ème africain.**

Pour le top 20 comptant pour le mois dernier, le classement reste en effet inchangé avec la Belgique en première position, la France deuxième et le Brésil troisième. Cependant, les équipes africaines présentes dans le Top 50 du classement Fifa perdent toutes de une à trois places en ce mois de février. Les Lions de la Téranga occupent la première place africaine de ce classement Fifa depuis le mois de novembre dernier, mais il faut noter qu'à l'échelle mondiale, ils ont perdu une place. Ils se classent désormais au 24ème rang. La plus grande progression d'une nation africaine est à mettre à l'actif de la Guinée-Bissau (118ème) et du Rwanda (135ème), qui gagne deux places chacun à l'échelle mondiale. La Tunisie, deuxième en Afrique, a elle aussi régressé sur le plan mondial, partant de la 26e à la 28ème place. Le Maroc quant à lui a perdu trois places, et se classe 43ème, quoique conservant

sa position au ranking africain. C'est d'ailleurs le pays africain ayant réalisé la plus grande reculade du mois de janvier.

Ces différents reculs alors qu'elles n'ont pas joué durant le mois écoulé sont liés en partie à la Coupe d'Asie. Selon les explications de la Fifa, cette dernière est à l'origine de la très grande majorité des mouvements constatés dans cette première édition de 2019, tandis que le peu de matchs disputés par des équipes d'autres confédérations a généré un Top 20 inchangé. La Conséquence additionnelle de ces mouvements, le nombre de représentants asiatiques dans le Top 50 a été revu à la hausse. L'AFC y place en effet une équipe supplémentaire aux dépens de la CAF et plus particulièrement de la RD Congo (51ème, moins 2), ces deux confédérations comptant désormais le même nombre de représentants au sein des 50 nations les mieux classées. La plus grande progression d'une nation



Les Eperviers du Togo

africaine est à mettre à l'actif de la Guinée-Bissau (118ème) et du Rwanda (135ème), qui gagne deux places chacun à l'échelle mondiale. Le Togo, gagne une

place dans ce nouveau classement. Les éperviers se classent 122ème mondial et occupe la 32ème place en Afrique tandis que son prochain adversaire comptant pour

les éliminatoires 2019, le Bénin, est classé 94ème mondial et 20ème africain. Le prochain Classement Fifa sera publié le 4 avril 2019.

**Justin A.**

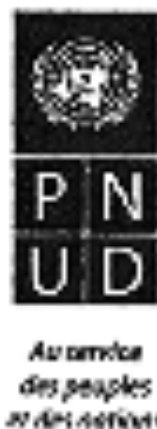


**DIRECT AGENCE**  
Agence conseil en communication

**Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires !**  
Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive  
**DIRECT AGENCE**  
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé  
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Programme des Nations Unies pour le développement



## Avis de publication de recrutement

---

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Togo lance un avis de publication de recrutement aux postes suivants et avec leurs liens d'accès :

- **Poste de Responsable de l'Expérimentation - Niveau NOB**

Lien d'accès : <http://www.tg.undp.org/content/togo/fr/home/jobs.html>

- **Poste de Responsable de la Cartographie – Niveau NOB**

Lien d'accès : <http://www.tg.undp.org/content/togo/fr/home/jobs.html>

- **Poste de Responsable de l'Exploration – Niveau NOB**

Lien d'accès : <http://www.tg.undp.org/content/togo/fr/home/jobs.html>

Les dossiers de candidature doivent être postés sur ledit site.

La date de clôture des candidatures est 25 février 2019.

**NB : Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

Toutes les candidatures sont à soumettre en ligne sur eRecruit. Aucun dossier physique déposé au Bureau du PNUD ou sur le Registry ne sera considéré.



## Votre Banque, avec vous et dans 4 autres pays

NSIA Banque élargit son horizon pour mieux vous servir



+228 22 53 10 01 / 22 53 10 02

Togo: NSIA Banque

3519 Boulevard du 13 Janvier, BP 3925 Doulassamé Lomé - TOGO - [www.grouppensia.com/tg](http://www.grouppensia.com/tg)

**NSIA Banque**, le vrai visage de la Banque.

Suivez-nous sur :

